

Jean GLAVANY

*Hautes-Pyrénées (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (n° 115) [31 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 20 novembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 novembre 2007]

Rapporteur de la proposition de loi visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (n° 370) [20 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 novembre 2007]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants (n° 960) [14 mai 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [7 novembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean Glavany et plusieurs de ses collègues visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et

responsabilités locales (n° 370) [21 novembre 2007] (n° 420)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion à la convention sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (n° 115) [12 décembre 2007] (n° 499)

Proposition de loi n° 710 visant à promouvoir la laïcité dans la République [7 février 2008]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants (n° 960) [9 juillet 2008] (n° 1044)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [7 novembre 2007] (p. 3784)

Etat. Organisation. Laïcité, respect [16 janvier 2008] (p. 254)

Travail. Durée du travail. [20 mai 2008] (p. 2182)

DÉBATS

Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)

Ses interventions (p. 4669, 4685)

Thèmes :

Communes : finances : frais de scolarité (p. 4670, 4686)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 4669)

Enseignement : établissements scolaires : parité (p. 4670, 4686)

Enseignement maternel et primaire : frais de scolarité : contributions (p. 4669, 4685)

Enseignement privé : établissements sous contrat : frais de scolarité (p. 4669, 4685)

Etat : valeurs républicaines : laïcité (p. 4669)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)*Après l'article 8*

Son amendement n° 65 (abrogation de l'obligation pour les communes de résidence de financer la scolarité de leurs élèves dans des écoles privées hors de la commune) (p. 4679) : rejeté (p. 4681)

Son amendement n° 66 (modalités de calcul de la participation financière des communes de résidence aux dépenses de fonctionnement pour leurs élèves scolarisés dans des écoles primaires privées hors de la commune) (p. 4679) : rejeté (p. 4681)

Projet de loi n° 960 autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 juillet 2008] (p. 4855)

Ses interventions (p. 4857, 4863)